

## Débat n°6 : Partage de la valeur

les p'ds m'êtr d'ailleurs  
par le syndicat de France  
il a fuer m'vants.

Le paragraphe 2.2.2 de la résolution traite du partage des richesses créées dans l'entreprise. On y décrit, au travers de 19 articles, toutes les revendications qui sont les nôtres en la matière, qu'ils traitent des salaires, du rapport entre les plus hautes et les plus basses rémunérations, des classifications et des grilles salariales, de la conditionnalité des aides, de l'intéressement et de la participation, de la conditionnalité du versement des dividendes, des questions d'optimisation fiscale et sociales qui quelquefois privent les salariés de leur dû, et j'en passe.

qui est développé dans les autres suivants

Dans son premier article, le 2.2.2.1, on pose le cadre du débat « Les richesses créées par l'entreprise doivent être mieux réparties », et on ajoute « Elle doivent rétribuer les travailleurs et les actionnaires, permettre à l'entreprise d'investir et notamment dans les compétences ». On rappelle ce faisant le devenir, quasiment comptable, de la valeur ajoutée : rétribuer les travailleurs, les actionnaires et plus largement les apporteurs de capitaux, et permettre à l'entreprise d'investir, que ce soit pour renforcer ses capacités à innover ou transformer son appareil productif pour faire face, notamment, aux transitions écologiques et numériques.

Le syndicat Santé Sociaux de Haute Savoie dans son amendement veut faire disparaître le mot actionnaire de la phrase qui deviendrait « Elles doivent mieux rétribuer les travailleurs et permettre à l'entreprise d'investir et notamment dans les compétences. ». Il explique « Les actionnaires n'ont pas besoin de la CFDT pour défendre leurs intérêts ». Et là-dessus il a sans doute raison.

actionnaire n'a pas besoin pour ça le synd S.S. de Hte Savoie

Mais vouloir, d'une certaine manière, gommer de la photo ceux qu'on ne veut pas y voir, est indéniablement une erreur. D'abord parce que le texte ne défend aucunement en les citant les intérêts des actionnaires. Il ne fait que rappeler, quasi techniquement, le devenir de la valeur ajoutée. Ensuite, la réalité, c'est bien celle-ci, et la CFDT qui se veut pragmatique n'a aucun intérêt à se cacher derrière son petit doigt. Les apporteurs de capitaux sont indispensables au fonctionnement des entreprises, ils ne sont d'ailleurs pas suffisamment nombreux. En France en effet, une part considérable du financement des entreprises se fait par l'emprunt bancaire ou de marché et cela n'a pas que des avantages. Et par ailleurs, beaucoup de salariés sont aussi actionnaires, directement ou indirectement au travers des fonds d'épargne salariale. Ce n'est donc pas un gros mot que d'être actionnaire. J'ajoute enfin que mettre les actionnaires dans le champ du partage de la valeur c'est aussi s'autoriser à s'exprimer sur ce qu'ils reçoivent de l'entreprise. C'est plus difficile si on fait comme s'ils n'existaient pas.

actionnaires et

environ 167 nds

Pour être tout à fait clair, le débat autour de la place des actionnaires dans les entreprises a toute sa légitimité. La CFDT dit depuis belle lurette que l'entreprise n'appartient pas aux actionnaires. Qu'elle est un bien collectif et que les salariés doivent y avoir une place plus importante. Je vous renvoie à ce sujet à la partie 4 de la résolution qui traite entre autres des questions de gouvernance. Pour sa part, le texte de cette partie du projet de résolution traite de la partie des revenus en revendiquant un partage équitable entre investissement, part des salariés et part des actionnaires. ~~am de l'entreprise~~

Dans tous les cas ce n'est pas en enlevant un mot qu'on résoudra les problèmes, c'est en s'y attaquant frontalement, en regardant la réalité telle qu'elle est, en faisant des propositions à la fois audacieuses et crédibles, comme notre organisation sait le faire.  
*et tel qu'elle le fait dans le § consacré au langage de la valeur et en 19 articles.*  
Je vous invite donc, au nom du Bureau National, à rejeter massivement cet amendement.